

Le Président

le 22 octobre 2026

Mon cher José,

Je t'ai écouté hier sur Canal 10 et souhaite rétablir plusieurs faits afin de mettre fin aux confusions entretenues par tes propos.

Guadeloupe Économique n'est ni une initiative personnelle de Patrick Vial-Collet ni une organisation de circonstance.

Depuis plus de vingt ans, cette instance rassemble douze organisations économiques représentatives de Guadeloupe, chacune représentée par son président.

Nous nous réunissons régulièrement et échangeons quotidiennement sur notre groupe WhatsApp, où nos décisions sont prises collectivement.

Rappelons précisément les faits :

- **Vendredi 16 octobre** : réunion de Guadeloupe Économique à laquelle tu participais.
- **Samedi 17 octobre** : décision collective, approuvée par tous, de solliciter un rendez-vous auprès du préfet.
- **Lundi 19 octobre** : à votre demande, décision d'élargir cette démarche aux collectivités territoriales.
- **Mardi 20 octobre** : réponse favorable du préfet pour une réunion le vendredi 23 octobre à 10 heures, immédiatement communiquée à tous.
- **Mercredi 21 octobre** : demande de confirmation des disponibilités de chaque président.

Contrairement à ce que tu as laissé entendre, ce n'est donc pas Patrick Vial-Collet qui a sollicité un rendez-vous personnel, mais le président de la CCI, mandaté par les organisations de Guadeloupe Économique, dont tu fais partie au titre de la FRBTP, comme Alan Nagam au titre de la FTPE.

Je rappelle que nous siégeons **ès qualités et non à titre personnel**, au nom d'institutions et d'organisations professionnelles légalement constituées et reconnues.

Le préfet ne m'a donc accordé aucun rendez-vous personnel, encore moins au titre de mes entreprises.

Une autre confusion mérite d'être levée : la FRBTP est membre de Guadeloupe Économique, mais pas du collectif NLP, auquel tu participes personnellement, tout comme Alan Nagam.

Nous nous sommes pourtant réunis à de nombreuses reprises pour rechercher des solutions aux difficultés du BTP, avant de découvrir votre participation à la constitution de ce collectif, à l'origine des blocages de Jarry.

Cette double posture entretient une ambiguïté sur les mandats au titre desquels vous intervenez et sur la représentativité du NLP.

Il est donc trompeur de laisser croire que je bénéficierais d'un traitement privilégié du préfet tandis que le NLP serait écarté. Les organisations de Guadeloupe Économique sont reçues au titre de leur représentativité institutionnelle, comme elles l'ont toujours été.

Il ne m'appartient pas de juger de la représentativité du NLP.

En revanche, je constate qu'à ma connaissance, aucun de ses représentants n'a clairement condamné les pillages, les incendies et les destructions d'entreprises.

Pire, certains évoquent des « dégâts collatéraux » et affirment « qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs ».

Mais, mon cher José, ces œufs sont nos entreprises, nos salariés, nos emplois, des familles guadeloupéennes et parfois le travail de toute une vie qui part en fumée !

Comment peut-on accepter que la destruction de notre économie soit présentée comme une conséquence normale d'un rapport de force ?

Guadeloupe Économique condamne ces blocages, ces violences et ces propos irresponsables. Nous ne pouvons davantage nous associer à la revendication du NLP exigeant le départ du préfet.

Nous demandons au préfet de protéger nos entreprises, de rétablir la liberté de circulation et de garantir le droit de travailler, certainement pas de quitter ses fonctions !

Tu dois comprendre que plusieurs membres de Guadeloupe Économique ne partagent pas tes engagements au sein du NLP et te l'ont déjà exprimé.

Tu declares publiquement assumer tes responsabilités dans la situation actuelle. J'en prends acte. Mais il faut également mesurer les conséquences économiques d'une stratégie qui pénalise aujourd'hui des milliers d'entreprises et de salariés.

On ne peut pas prétendre défendre les entreprises guadeloupéennes tout en cautionnant des méthodes qui contribuent à les mettre à genoux.

Enfin, tu répètes comprendre notre opposition aux blocages, mais tu nous demandes régulièrement quelle autre méthode permettrait de se faire entendre.

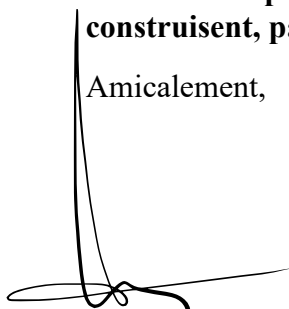
Je n'ai pas la prétention de détenir une solution miracle. Mais je sais une chose : **bloquer l'économie n'est certainement pas la solution. C'est, au contraire, le moyen le plus sûr de détruire ce que nous prétendons tous défendre.**

Le dialogue, la négociation et la recherche de solutions concrètes sont peut-être plus difficiles et moins spectaculaires que les blocages, mais ce sont les seules voies responsables pour obtenir des résultats durables, et j'espère bien que tu seras présent à la réunion de demain.

Notre responsabilité est de sauver les entreprises et les emplois, pas de justifier leur destruction.

La Guadeloupe a besoin de solutions, pas de blocages. Elle a besoin de responsables qui construisent, pas de ceux qui acceptent qu'on détruise.

Amicalement,



Patrick VIAL-COLLET

Président de la CCI des Îles de Guadeloupe

Copie : Mesdames et Messieurs les présidents des organisations membres de Guadeloupe Économique.